

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article 17 partie II de la Constitution

**Déposée par** M. Olivier DUHAMEL  
Mme Linda McAVAN  
M. Ben FAYOT  
M. Luis MARINHO  
Mme Anne VAN LANCKER

**Qualité:** - Membres

Mme Pervenche BERÈS  
M. Carlos CARNERO  
Mme Elena PACIOTTI  
Mme Helle THORNING-SCHMIDT

**Qualité:** - Suppléants

---

### **ARTICLE 17 - [Droit pénal matériel]**

Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, peuvent adopter des lois-cadre comportant des règles minimales relatives à la définition des incriminations et des sanctions:

- dans des domaines de criminalité particulièrement grave et qui revêtent une dimension transfrontalière résultant du caractère ou des incidences des infractions ou d'un besoin particulier de les poursuivre en commun. Ces domaines de criminalité sont **en particulier** les suivants:  
le terrorisme, la traite d'êtres humains et l'exploitation sexuelle des femmes et des enfants, **comportements racistes ou xénophobes**, le trafic illicite de drogues, le trafic illicite d'armes, le blanchiment d'argent, la corruption, la contrefaçon de moyens de paiement, la criminalité informatique, et la criminalité organisée.  
En fonction des développements de la criminalité, le Conseil, statuant à l'unanimité et après avis conforme du Parlement européen, peut identifier d'autres domaines de criminalité qui remplissent les critères visés au présent tiret;
- dans des domaines de criminalité portant atteinte à un intérêt commun qui fait l'objet d'une politique de l'Union, lorsque des sanctions pénales s'avèrent **nécessaires** pour assurer une mise en oeuvre efficace de cette politique.

---

### **Explication éventuelle:**

*La liste proposé s'inspire à l'art. 29 et à l'art. 31 e) du TUE. Néanmoins, il parait un pas en arrière par rapport au Traité d'Amsterdam, qui contient une liste non exhaustive introduite par le mot "notamment" dans l'article 29.*